

**PROGRAMME
HUMANITAIRE &
DÉVELOPPEMENT**

**Soulèvements populaires
et stabilité politique en
République démocratique du Congo :
SCÉNARIOS À L'HORIZON 2018**

Août 2016

OBSERVATOIRE DE LA PROSPECTIVE HUMANITAIRE

Cette analyse a été réalisée afin de mieux appréhender les dynamiques des mobilisations populaires et de la stabilité politique dans le pays à l'approche imminente des échéances constitutionnelles et à l'horizon 2018¹. La situation qui prévaut en RDC à l'écriture de ce rapport est extrêmement volatile. Chaque jour se produisent des événements potentiellement déclencheurs de nouvelles incertitudes ou jetant l'éclairage sur un angle particulier. L'actualité du sujet rend difficile l'exercice de prospective, dans la mesure où le comportement des acteurs est difficilement analysable, guidé par une temporalité très courte, et que le recueil de données est aléatoire. L'analyse vise à mettre en avant les incertitudes majeures qui entourent le sujet, à rendre compte des variables déterminantes au niveau national et à tracer des scénarios d'évolution possibles dans un horizon de deux années.

INTRODUCTION

En cette année d'échéances électorales multiples, les débats sur les enjeux constitutionnels agitent la région et les processus électoraux y sont très contrastés d'un pays à l'autre, entre des maintiens au pouvoir par la force et des mobilisations populaires massives qui poussent les dirigeants à céder le pouvoir. Dans ce paysage, où situer la RDC ?

L'évolution de la crise pré-électorale dans le pays est l'objet de toutes les craintes, tant la déstabilisation de ce pays-continent remettrait en question la stabilité régionale et aurait un impact catastrophique sur une population congolaise déjà fragile.

Le président Kabila est sorti de son mutisme début août 2016 dans une allocution donnée en Ouganda, verbalisant ce que tous les acteurs et observateurs du pays avaient de facto constaté : le glissement du calendrier électoral. Des mobilisations appelant au respect de la démocratie et au maintien des élections se sont multipliées depuis janvier 2015, se mêlant à celles pour le respect des libertés civiques et des droits de l'homme, pour la paix dans l'Est du pays ou à des rassemblements partisans pour le soutien à l'un ou l'autre candidat. Si les demandes portées lors des manifestations populaires sont parfois diverses, elles se regroupent autour d'un sentiment de colère commun.

Les possibilités de soulèvements populaires, leurs déterminants et leurs déclencheurs ainsi que les formes qu'ils pourraient revêtir et leur poids dans le futur national sont donc au cœur des interrogations. La situation est tellement explosive qu'un rien semble pouvoir allumer la mèche d'un soulèvement populaire et enflammer les grandes villes du pays. Les inquiétudes deviennent donc de plus en plus vives au fur et à mesure de l'avancée de la crise pré-électorale

¹ Cette analyse a été réalisée selon la méthode de la prospective française, mais uniquement sur base d'entretiens à distance et de revue de littérature, l'analyste n'ayant pas pu se rendre dans le pays pour des contraintes administratives et logistiques, ce qui a pu biaiser la récolte de donnée compte tenu du caractère sensible du sujet.

et de l'approche des échéances fatidiques. Ces craintes s'expliquent par le degré de violence et de destruction immédiats qui pourraient accompagner un soulèvement de la rue congolaise, par l'impossibilité à imaginer les conséquences d'une déstabilisation de ce pays, pièce maîtresse de l'Afrique centrale, mais aussi par la profondeur des incertitudes qui entourent les déclencheurs et les ressorts d'une contestation populaire massive en RDC. La foule congolaise semble mal connue et ses comportements impossibles à prévoir tant la diversité des situations et des facteurs qui l'influencent sont multiples, varient selon les régions voire les localités et interagissent entre eux. En effet, les réactions de la population sont affectées par des comportements de certains acteurs mais leur ampleur et leurs formes, tout comme les espoirs et les craintes qu'ils suscitent, influencent eux-mêmes à leur tour directement le comportement des forces en présence. De là naissent les difficultés auxquelles font face les observateurs de prévoir si, quand et par quel vecteur l'embrasement pourrait avoir lieu. Des mobilisations populaires comme celles qui marquent régulièrement la vie du pays depuis quelques années pourraient-elles cette fois ébranler significativement et durablement le pays et contrer l'enfermement du pouvoir ? Les ingrédients d'une explosion sont-ils aujourd'hui réunis au niveau national ? Peut-être plus que jamais, mais cela signifie-t-il pour autant qu'une explosion aura lieu ? Rien n'est moins sûr dans un pays qui a une force d'inertie importante, par sa taille, la diversité de son peuple, son degré d'enclavement et les enjeux que son sol représente pour ses voisins.

Cela dépendra de l'évolution de plusieurs facteurs et de leur conjonction aux moments clés que vivra le pays dans les prochains mois : la situation économique et le pouvoir d'achat des congolais, les positionnements et comportement de la classe politique face aux enjeux nationaux, le poids des acteurs traditionnels et de la nouvelle génération, le degré d'utilisation de la violence et de la répression.

DES DETERMINANTS A FORT ENJEUX ET DES DECLENCHEURS INCERTAINS

Le terreau de la misère et de l'insécurité : entre révolte et résignation ?

La RDC a connu des progrès en termes de développement, comme le montre sa progression de 11 places dans le classement de l'indice de développement humain de 2014, se situant désormais au 176e rang sur 188 pays. Malgré la baisse drastique des cours des matières premières, la stabilité macroéconomique a été préservée en 2015 et les projections sont favorables à un horizon de 2 ans, tablant sur un redressement des cours miniers attendu à partir de 2017. L'inflation, qui affichait un taux vertigineux de 53 % en 2009, est tombée à 3 % en 2012, avant de se maintenir autour de 1 % sur la période 2013-2015 suite à la mise en œuvre de politiques budgétaires et monétaires prudentes.

Pour autant, si la RDC connaît une croissance économique impressionnante et globalement stable dans la durée, le taux de pauvreté y reste très élevé. En 2012, 63% des habitants de la RDC sont pauvres², ce qui représente une estimation de plus de 44 millions d'individus vivant dans la pauvreté. La répartition des fruits de la croissance et la redistribution des richesses tirées de l'exploitation de son sol, très riche en ressources naturelles, sont quasi nulles. Malgré la croissance économique du pays, le niveau du PIB par habitant de la RDC a été divisé par deux entre 1980 et 2012, passant de 798 \$ à 304 \$ en 2012³. Les difficiles conditions de vie de la population congolaise représentent ainsi une fragilité majeure pour le pays et ses dirigeants, compte tenu de l'exaspération des générations de congolais qui voient cette situation perdurer depuis des décennies.

Dans une situation d'usure économique qui semble depuis des années au bord de la rupture, une montée des prix de certains produits de base pourrait être l'élément déclencheur d'une mobilisation massive, si elle intervenait dans un contexte de frustrations et de colères aiguës, aiguës par la violence de la répression du régime ou le glissement des échéances électorales et l'accaparement du pouvoir par exemple. Cela dit, la situation de vulnérabilité d'une majorité de la population congolaise pourrait avoir l'effet inverse, entraîner fatalisme et résignation et freiner les mobilisations. Il n'existe pas en RDC une classe moyenne qui pourrait se permettre de maintenir une mobilisation dans la durée. La majorité des congolais consacrent toute leur énergie à trouver de quoi subvenir à leurs besoins et ceux de leur famille. Dans cette configuration, comment une masse suffisante de la population pourrait-elle s'offrir le luxe d'un soulèvement durable pour plus de démocratie ou pour revendiquer de meilleures conditions de vie ? Cela semble peu probable, d'autant que beaucoup de congolais ont encore à l'esprit les pillages des années 90, déclenchés par les soldats, qui n'ont pas eu d'impact politique majeur et dont les premières victimes ont été les petits commerçants et les congolais lambda.

Une opposition politique capable de mobiliser les foules ?

La capacité de l'opposition à faire 'bouger la rue' est un élément primordial dans l'évolution de la crise politique actuelle. En effet les principaux leviers dont dispose l'opposition pour peser dans la balance sont le positionnement de la communauté internationale et la mobilisation populaire. Or dans la configuration actuelle, la communauté internationale semble peu désireuse ou en incapacité de prendre un positionnement uni et ferme. La mobilisation des foules semble être son seul moyen pour peser dans le rapport de force engagé avec le pouvoir en place. Reste à savoir si elle en a les moyens et jusqu'où elle serait prête à jouer la carte de l'insurrection.

² Source Banque Mondiale

³ PIB par habitant exprimé en parité de pouvoir d'achat. Source Banque Mondiale

Le paysage politique congolais est complexe et rend compte du déficit d'expérience de la démocratie en RDC⁴. L'opposition qui s'est présentée majoritairement unie en juin 2016 lors du congrès du Rassemblement⁵ comprend une pluralité de mouvances, de partis et d'intérêts. A ce mouvement s'ajoutent d'autres partis influent comme l'UNC de Vital Kamerhe qui ont refusé de rejoindre l'initiative. Aussi, les incertitudes sont grandes autour de la durabilité de cette alliance. Combien de temps cette union pourra-t-elle tenir ? Combien de temps avant que les dissensions n'apparaissent face au cul de sac du dialogue politique et à la stratégie d'usure du régime? Il semble très probable qu'au fur et à mesure des semaines, de l'approche des échéances constitutionnelles et du déploiement par le gouvernement des étapes du dialogue national, le régime tentera de rallier à sa cause et sa vision du dialogue certaines figures et mouvances de l'opposition politique.

Face à une situation qui s'enlise, des divergences pourraient voir le jour sur les préconditions du dialogue martelées par l'opposition derrière la figure de Tshisekedi⁶. Les variations de positionnement au sein de l'opposition ou au fil du temps pourraient entraîner un isolement partiel du rassemblement de l'opposition, stigmatisé comme un mouvement jusqu'au-boutiste, incapable de se remettre en question et de s'adapter au contexte.

Par ailleurs, certains se demandent, et pas uniquement dans le clan Kabila, si l'opposition souhaite vraiment aller aux élections. L'objectif qui unit l'opposition est le départ de Kabila en décembre, mais au-delà de cela, il est possible que l'opposition ne soit pas prête pour aller aux élections de manière unifiée. En effet, on voit mal l'UDPS qui attend le pouvoir depuis les années 80 renoncer à présenter son candidat même s'il n'a pas les ressources financières suffisantes pour gagner une élection seul. Ses alliés du moment feront-ils preuve de patience et accepteront-ils un temps d'être en seconde position ?

Les enjeux de succession et d'accaparement du pouvoir au sein des partis de l'opposition sont finalement peu différents de ceux qui agitent la majorité présidentielle pour le maintien de ses privilèges et du pouvoir du clan Kabila. Un scénario à la burkinabé, où la rue pousse le chef de l'Etat dehors laissant place à une transition, arrangerait sans doute tout ou partie des leaders de l'opposition, en leur laissant le temps de préparer la bataille des urnes. Si de tels enjeux sont mis de côté publiquement en cette période pré-électorale, l'unité affichée autour du mot d'ordre du départ du chef de l'Etat n'efface pas les divisions entre les partis composant l'opposition et au sein même de ces partis. *Une opposition politique fragmentée pourrait peut-être parvenir à mobiliser une partie de la rue autour de mots d'ordre communs. Mais elle pourrait*

⁴ On ne compte pas moins de 477 partis politiques officiellement enregistrés dans le pays en 2015. Cela dit, la plupart d'entre eux sont loin d'avoir une couverture nationale.

⁵ Congrès des leaders de l'opposition tenu le 10/06/2016 à Bruxelles qui a donné lieu à la signature de « l'acte d'engagement des forces politiques et sociales acquises au changement ». L'opposition y a affirmé une position commune face dialogue national, et a annoncé la création d'un organe commun, nommé « le rassemblement ».

⁶ Le limogeage du N°2 de Tshisekedi le 12 août 2016 pour s'être montré enclin à dialoguer avec la MP, suivi d'une communication d'une partie de l'UDPS rejetant le leadership de Tshisekedi et appelant à son exclusion du parti illustrent les enjeux de pouvoir internes à l'UDPS et à l'opposition.

aussi contribuer à diluer la mobilisation autour des enjeux politiques, voire à accentuer le clivage entre la population et ses élites, clivage qui entretient le rejet global du politique.

Suivre un leader charismatique ?

La personnification du pouvoir est caractéristique du système politique en RDC, quel que soit la composante concernée. L'engagement politique est quasiment exclusivement lié à la mobilisation autour d'une figure politique, d'une personnalité qui rallie à sa cause pour des raisons diverses, de charisme, de provenance géographique, d'intérêts communs, bien plus qu'autour d'une structure partisane ou d'un programme. Plus qu'autour d'un projet politique, c'est bien autour d'une personnalité que certains congolais pourraient faire le choix de descendre dans la rue.

Les deux personnalités en mesure de défier Kabila sur la scène politique sont l'opposant de toujours, Etienne Tshisekedi, et l'ancien gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi. Le Katangais Katumbi a pour lui sa fortune, son origine, ses appuis katangais et la bonne image dont il bénéficie auprès des occidentaux. Pourtant ce novice en politique est en exil forcé hors du pays depuis que le pouvoir l'a stratégiquement autorisé à quitter le pays pour se faire soigner à l'étranger. Il a beau réagir aux événements qui secouent le pays par voie de presse et tenter de mobiliser une partie de la Communauté internationale, force est de constater qu'il lui sera difficile de mobiliser les foules ou de nouer des alliances stratégiques sans pouvoir mettre les pieds sur le territoire congolais. Le régime quant à lui est bien plus à l'aise avec Katumbi hors du pays qu'avec Katumbi en prison. Aussi il est peu probable que l'autorisation d'atterrir sur le sol congolais soit accordée par le pouvoir en place. Par ailleurs, malgré ses dires, on peut s'interroger sur la ténacité que mettra le leader à rentrer au pays, sachant qu'il court le risque d'une arrestation à sa descente d'avion. Son arrestation provoquerait sans doute des manifestations populaires de protestation, qui seraient sans doute spontanées dans son fief de Lubumbashi et davantage organisées par ses alliés dans la capitale ou d'autres villes du pays. Pour autant il est peu probable que ce type de démonstrations puisse véritablement s'inscrire dans la durée ; malgré sa puissance financière et sa popularité dans certains milieux, peu de congolais seraient sans doute prêts à mourir pour Katumbi.

Quant à Tshisekedi, tous les regards se sont tournés vers son retour au pays, et les positions qu'il allait prendre par rapport au pouvoir en place⁷. Il a prouvé une capacité de mobilisation importante à son arrivée dans la capitale, d'autant plus significative qu'il incarne le rassemblement de l'opposition, notamment en l'absence de Katumbi sur le sol congolais. Néanmoins, malgré ces signes d'engouement populaire pour la cause politique, les incertitudes subsistent autour de la profondeur de cette mobilisation et du temps qu'elle durera. N'a-t-elle pas été d'abord une mobilisation sociale, compte tenu de la popularité de l'homme et de son

⁷ La position de Tshisekedi envers le dialogue n'a pas toujours été constante. Il tient une position ferme depuis son retour au pays, mais était en discussion avec le clan présidentiel sur les contours d'un dialogue quelques mois auparavant.

aura d'opposant historique? Pourrait-elle vraiment se maintenir dans le temps et être canalisée politiquement? Le vieil opposant bénéficie d'une popularité indéniable à Kinshasa, ce que n'a pas Kabila. Le respect lié à son âge et à la ténacité de son opposition politique lui valent sans doute une certaine considération aussi dans le reste du pays. Pourtant ce personnage vieillissant ne peut offrir aucune perspective de continuité au peuple congolais. Il est actuellement le seul facteur d'unité dans son parti qui s'apparente à une coquille vide secouée par les guerres de succession et où aucun dauphin ne semble en mesure de prendre le relai⁸. *Les figures d'opposants semblent donc difficilement capables d'inspirer une mobilisation d'envergure au-delà de leurs cercles partisans.*

Un clivage marqué entre les populations et le politique

Les leaders de l'opposition politique ont tendance à considérer les manifestations de foules comme un outil certain pour peser dans la balance et servir leur objectif commun. Pourtant, le rejet de la classe politique est répandu dans une très grande partie de la population, même s'il est largement sous-estimé par les principaux partis politiques, qui mesurent mal le déficit de confiance dont ils souffrent auprès de la population. Le président Kabila s'est même permis d'appeler au « renouveau de la classe politique congolaise » lors d'une de ses interventions de l'été 2016 dans une sorte de pied de nez à l'opposition. La façon dont la crise pré-électorale va se jouer et le comportement des leaders politiques, notamment de l'opposition, face au blocage actuel est à double tranchant. Il pourrait bien creuser davantage le rejet de la vie politique toute entière, voire le rejet de la démocratie elle-même, ou au contraire initier un regain d'intérêt pour la démocratie en danger. Dans tous les cas les populations pourraient continuer à se tourner vers d'autres voies d'engagement citoyen, à l'image du développement de mouvements tels La Lucha ou Filimbi. Par ailleurs, combien de temps et jusqu'où ces militants ou sympathisants seront-ils mobilisables si le niveau de répression continue à s'accroître? On touche ici à une autre incertitude majeure : même si les forces d'opposition sont convaincues d'avoir la rue à leurs côtés, ses figures symboliques seront-elles prêtes à activer la carte de l'insurrection populaire et à en assumer les conséquences? Le jeu politique en RDC est marqué par une classe politique élitiste qui pense d'abord à défendre ses propres intérêts, et par la peur commune à toute la classe politique de voir le système s'écrouler si les rues se réveillent. L'opposition va probablement utiliser l'énergie des frustrations populaires pour servir sa cause et les ambitions personnelles de ses leaders. Mais ces leaders pourraient bien faire marche arrière et accepter un compromis voir un accord plutôt que de risquer l'effondrement du système.

L'usage de la rue et de la mobilisation populaire, si tant est que l'opposition en ait effectivement les moyens, sera difficilement canalisable et il n'est pas certain que l'opposition ose utiliser ce levier jusqu'au bout.

⁸ Il est fort probable que la disparition de Tshisekedi entraînera l'implosion de son parti.

L'Eglise catholique: un acteur décisif de la crise congolaise?

Malgré une perte de terrain dans la communauté des croyants, l'Eglise catholique continue d'exercer une influence significative sur la population congolaise. Cette influence tient surtout de l'ordre moral et symbolique et s'appuie sur l'ancrage territorial du maillage ecclésiastique en RDC, qui n'a sa pareille dans aucune organisation politique ni citoyenne. Il convient donc de ne pas sous-estimer les capacités de mobilisation indirecte de l'Eglise catholique dans le pays.

Mais dans le contexte actuel l'Eglise fait face à plusieurs dilemmes qui pourraient ternir son influence: la position que doivent tenir des autorités religieuses face à la sphère politique d'abord. L'Eglise est-elle en légitimité de porter une parole sur une situation ou un processus politique ? C'est l'un des débats qui agitent l'institution. Si les autorités religieuses congolaises ont finalement pris le parti de se prononcer et de s'impliquer dans les blocages politiques actuels, c'est après bien des débats et avec une courte majorité⁹. Le fait de se positionner envers la chose politique pourrait donc être remis en cause dans le futur.

Par ailleurs, depuis le début de la crise pré-électorale, le positionnement de l'Eglise catholique a pu être ambigu et a subi des revirements, comme l'ont montré par exemple les hésitations autour de l'organisation d'une marche chrétienne pour la démocratie le 28 février 2016. D'abord plus fortement engagée en soutien au respect du cadre constitutionnel, l'Eglise a ensuite fait marche arrière, par crainte d'être à l'origine de violences démesurées si les manifestations étaient réprimées ou que la rue s'enflammait¹⁰. L'Eglise est alors retournée au silence pour finalement se poser en facilitateur entre le régime et l'opposition, plaidant pour le dialogue proposé par le régime comme seule issue à la crise. Certains remarquent que l'Eglise congolaise, comme toute institution, aurait également des intérêts à préserver et que le pouvoir aurait pu trouver une oreille attentive à cet argument auprès de certains membres du clergé. Toujours est-il que les évêques catholiques ont appelé l'opposition à amorcer le dialogue, tout en pressant la majorité d'accéder aux demandes de celle-ci en libérant davantage de prisonniers politiques.

Le positionnement des autorités religieuses pour le dialogue politique est trop récent pour pouvoir juger de la constance et de la durée de ce positionnement. Il n'est pas à exclure qu'il évolue encore en fonction des comportements des différents acteurs politiques, notamment si la situation s'envenimait. L'Eglise continuera-t-elle d'appeler au dialogue si les positions politiques restent intransigeantes et suivent des logiques dangereuses pour l'intérêt général ? Risque-t-elle de se décrédibiliser et de perdre un peu de son influence ? Son positionnement évoluera-t-il si les violences et la répression s'accroissent envers les populations civiles ?

⁹ 55 % pour un message fort, 45% contre

¹⁰ C'est ce qui aurait rendu le Vatican réticent à un positionnement aussi marqué contre le maintien au pouvoir de Kabila

La mobilisation de la jeunesse : une nouvelle génération de citoyens qui peut faire la différence ?

Historiquement en RDC la jeunesse est au cœur des mobilisations contre le pouvoir. La jeunesse étudiante notamment a toujours constitué l'un des segments le plus organisés et mobilisés de la société civile congolaise, dont les actions ont souvent été violemment réprimées par le pouvoir¹¹. La dernière période électorale de 2011 n'a pas échappé à la règle : la mobilisation des jeunes sur le thème de la transparence du processus électoral et pour une meilleure gouvernance dans l'appareil étatique a été matée par de violentes répressions, en particulier à Kinshasa, Mbuji Mayi et Lubumbashi¹². Aujourd'hui les universités restent le lieu potentiel d'un départ d'incendie, un des lieux de bouillonnement et de débat de la jeunesse urbaine politisée, même si elle représente une minorité. Une partie de la population observe avec attention les réactions étudiantes, qui pourraient ainsi être une force motrice pour un mouvement de contestation plus large.

La crise pré-électorale actuelle, mais aussi la situation d'insécurité dans l'est du pays ont donnés à voir d'autres formes de mobilisation, très récentes ou moins médiatisées jusque-là. Ces 'nouveaux' mouvements citoyens, Lucha et Filimbi, reprennent le modèle des mouvements citoyens de la jeunesse ouest africaine, s'appuyant sur les réseaux sociaux pour construire leur mobilisation. Pour autant, si leur médiatisation hors du pays est forte, ils en représentent qu'une infime partie de la jeunesse congolaise et leur ancrage sur le terrain reste très limité. Bien que leur capacité de mobilisation reste difficilement quantifiable, la traduction de cette mobilisation 'virtuelle' émergente dans des actions de soulèvement qui pourraient avoir un impact national semble trop précoce. A la différence d'autres pays d'Afrique de l'ouest¹³, en RDC ces mouvements sont considérés comme des « organisations illégales » et se voient fortement restreindre l'accès à l'espace public. Par ailleurs, la fracture numérique en RDC est plus importante qu'ailleurs. Dans un pays où une majeure partie de la population est encore rurale et où les infrastructures sont très insuffisantes, seulement 3 % des habitants utilisaient internet en 2014¹⁴. Même si les émeutes de 2015 ont bien montré les limites des moyens de communication, alors arbitrairement coupés par le pouvoir, leur niveau de pénétration reste révélateur de l'enclavement d'une majeure partie de la population qui n'a pas accès à l'information, au contenu des débats citoyens, et est de fait moins encline à se mobiliser.

Par ailleurs, la société civile congolaise souffre d'une image négative liée à la politisation de ses membres. A l'instar des autres organisations congolaises, des divergences existent aussi entre

¹¹ Cf contre les étudiants de Kinshasa en 1969 et ceux de l'université de Lubumbashi en 1990

¹² Un rapport d'enquête de la MONUSCO et du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme des Nations Unies fait état d'au moins 33 victimes et 83 blessés, la plupart par balle, à Kinshasa, sans compter les personnes disparues et les arrestations arbitraires (MONUSCO, 2012).

¹³ Burkina faso, Sénégal

¹⁴ Source Banque Mondiale <http://databank.banquemondiale.org/data/reports.aspx?source=2&country=COD>

ces nouveaux mouvements citoyens. Face à une attitude du pouvoir qui pourrait alterner entre répression et mesures de décrispation, quel cap ces organisations garderont-elles ? Des enjeux de confiance au sein de ces mouvements majoritairement virtuels pourraient surgir. Cette 'nouvelle' société civile est sans doute trop jeune pour avoir à elle seule un impact décisif dans la crise actuelle. Par contre, la façon dont ces mouvements vont passer cette crise démocratique, leurs réactions et leurs apprentissages seront décisifs pour leur futur poids dans la vie démocratique du pays. La structuration et le message qu'ils auront en 2018, s'ils existent encore, ainsi que leur degré d'indépendance seront révélateurs du degré de maturité citoyenne dans le pays.

A côté de la jeunesse politisée qui s'exprime dans les mouvements citoyens et les organisations étudiantes, est-ce que la majorité de la jeunesse urbaine pourrait se mobiliser durablement pour réclamer ses droits ? Dans un pays où plus de 65% de la population a moins de 25 ans, et où les 15-24 ans représentent près de 20% de la population nationale¹⁵, une mobilisation générationnelle pourrait voir le jour et enflammer la rue. Une telle mobilisation de la jeunesse si elle advenait pourrait faire cascade et déclencher une mobilisation plus large, notamment auprès d'une frange de population jusque-là discrète et peu mobilisée, occupée dans la recherche quotidienne de sa subsistance.

La jeunesse urbaine congolaise est confrontée à des difficultés d'accéder à un emploi et à des ressources suffisantes ; elle est exclue du système politique, et sans grandes perspectives d'avenir. Enflammée par les événements sécuritaires et politiques, elle pourrait très bien prendre les rues d'assaut pour exprimer un ras le bol généralisé, dans un déversement de colère massif et simultanée si une déclaration ou un événement mettaient le feu aux poudres.

Kabila, la pièce maitresse de l'échiquier

Le sort du président Kabila après le mois de décembre sera crucial pour l'évolution de la RDC dans les prochaines années. Il est probable que l'ancien combattant prépare depuis longtemps la scène qui se déroule actuellement. La majorité présidentielle s'est assurée de donner un semblant de légalité au maintien au pouvoir de Kabila au-delà du 19 décembre 2016 avec l'arrêt de la Cour Constitutionnelle. En parallèle, le dialogue politique inclusif que Kabila appelle de ses vœux depuis des semaines s'impose doucement comme la seule voie de sortie de la crise politique, donnant l'image d'un pouvoir responsable. Se présentant comme le pouvoir légitime, à la recherche d'un consensus politique pour organiser des élections retardées par des contraintes matérielles, voici l'image qu'il propose à la population congolaise et à la Communauté internationale. Le chef de l'Etat sait qu'il a pour lui le fonctionnement clanique du système politique et des institutions congolaises et qu'il n'est pas le seul à souhaiter maintenir

¹⁵ Organisation International du Travail mars 2012

plus longtemps sa position à la tête de l'Etat. Il reste discret et choisi ses allocutions, jouant le temps long. Il a récemment durci ses éléments de langage lorsqu'il évoque l'insécurité à l'est pour se poser en rassembleur mais sans doute aussi pour faire réfléchir une opposition politique qui sait qu'elle ne pourrait pas tenir avec une guerre civile à l'est du pays, ni avec une insurrection populaire non canalisée.

A l'heure actuelle Kabila et son clan ont donc l'avantage dans le jeu politique. Il contrôle les forces de sécurité et le pouvoir judiciaire et force est de constater que la stratégie du glissement a de facto repoussé les échéances électorales. Il n'y a aujourd'hui aucune raison pour que Kabila cède sur sa présence à la tête de l'Etat. L'ouverture la plus grande qu'il pourrait accorder s'il estime que c'est nécessaire, serait peut-être un gouvernement de transition, ouvert à l'opposition mais dont il resterait à la tête. Dans tous les cas, une hypothèse dans laquelle Kabila accepterait de quitter le pouvoir dans les deux prochaines années semble trop peu réaliste pour être considérée. Les différentes tentatives stratégiques utilisées par son clan pour le maintenir légalement au pouvoir depuis 2 ans sont explicites, tout comme ses récentes prises de paroles. Il est évident que Kabila ne souhaite pas laisser le pouvoir, et de l'avis des observateurs, hormis la force des armes, il y a peu de choses qui pourraient convaincre l'ancien combattant de quitter le pouvoir.

Or si une révolte au sein de l'armée ou le risque d'être renversé par les armes pourraient le faire fléchir, la question semble purement rhétorique, puisque Kabila, méfiant face aux forces de sécurité congolaises, a anticipé ce scénario en procédant à des remaniements au sein des commandements des forces de sécurité. Il s'est également assuré que sa protection personnelle ne soit pas entre les mains de militaires congolais, les mercenaires étrangers étant nombreux dans sa garde rapprochée. Contrairement aux années 90, dans la période qui s'ouvre, les forces de l'ordre ne semblent pas vouloir ni pouvoir initier quoi que ce soit contre Kabila. Par ailleurs, aucun militaire ou groupe armé n'oserait partir à l'assaut de Kabila sans être sponsorisé par une puissance extérieure, tant cela semblerait suicidaire et vain.

Les partenaires occidentaux de la RDC n'ont pas été très vocaux ni très unanimes sur la situation politique et des droits de l'homme, sans doute conscients de leur impuissance et inquiets que la lutte pour la démocratie puisse faire basculer le pays dans le chaos. L'influence des puissances occidentales sur le pays a baissé au fur et à mesure que les dynamiques continentales se sont développées. Pour les puissances qui comptent sur le continent, l'Afrique du Sud et l'Angola, Kabila reste jusqu'à présent l'homme de la situation face au peu d'alternatives existantes dans la durée. Les puissances régionales veulent par-dessus tout que la RDC demeure stable. Le Rwanda et l'Ouganda quant à eux regardent vers l'Est et n'interviendront jamais pour destituer Kabila ; et les autres voisins de la RDC n'ont ni les moyens ni la volonté d'intervenir. Or aucune prise de pouvoir par la force ne peut être envisagée sans un support extérieur vu l'immensité et l'enclavement du territoire congolais.

Depuis la prise de pouvoir de Kabila il y a quinze ans, la société civile a été verrouillée, et les manifestations contre son pouvoir systématiquement réprimées. Le pouvoir a appris des émeutes de janvier 2015 ; il est plus intelligent dans la gestion des foules, possède une meilleure analyse des risques, et se montre moins rapidement violent. Les forces de sécurité ont été dotées d'équipements anti-émeutes, moins létaux. Kabila est sans doute conscient de l'arme à double tranchant que représente la répression : elle peut épuiser la rue et étouffer progressivement la révolte, tout comme un mort de trop pourrait enflammer la ville et marquer un tournant. Depuis l'ouverture du dialogue national, Kabila multiplie d'ailleurs les signes symboliques de décrispation politique, libérant certains prisonniers politiques et rencontrant certains mouvements citoyens. Pourtant si Kabila sent que la rue lui échappe durablement, il pourrait s'enfermer dans une logique jusqu'au-boutiste, et se montrer sans scrupule envers la population récalcitrante. Un scénario à la Mugabe dans lequel Kabila serait prêt à laisser brûler le pays pour se maintenir au pouvoir, quitte à annihiler les progrès économiques et sociaux réalisés par le pays, n'est pas à exclure.

Il semble certain qu'il y aura des manifestations à l'approche des prochaines échéances électorales prévues par la Constitution et lors des annonces clés pour la vie démocratique du pays. Certains appels à manifester ou à des actions de ville mortes lancés par des leaders politiques ou des organisations citoyennes seront suivis, avec plus ou moins d'ardeur en fonction du contexte sécuritaire, du degré de respect des libertés civiques et du contexte économique du pays. Dans le même ordre d'idée, une inflation soudaine, ou la perception d'une augmentation brutale du prix de certaines denrées pourrait aussi provoquer des mouvements de rue.

Un cocktail de ces différents éléments pourrait même entraîner une mobilisation massive qui défierait le pouvoir et les institutions. Les incertitudes sont très élevées sur l'ampleur que prendront ce type de manifestations et sur ce qui pourrait les faire passer de manifestations relativement canalisées à des soulèvements populaires massifs incontrôlables. Il semble dans tous les cas très prévisible que le régime utilisera la force pour réprimer tout ou partie de ces manifestations, si tant est qu'il les autorise, et qu'il testera l'engagement et la force du mouvement avant de se laisser déstabiliser. Or combien de temps la rue pourrait-elle tenir face à la violence de la répression et au ralentissement de la vie économique qui s'en suivrait ? Comment l'opposition et les acteurs de la société civile et religieuse adapteront ils leur positionnement face aux évolutions de la situation politique, sécuritaire, économique au fur et à mesure que les échéances symboliques approchent ?

SCENARIOS

Chaque scénario vise à proposer une perspective d'évolution différente pour la stabilité en RDC à l'horizon 2018. Les scénarios regroupent des hypothèses d'évolution des variables clés pour le pays et reposent sur certains postulats préalables. Ces scénarios n'ambitionnent pas de rendre compte de toutes les itérations des futurs possibles, mais plutôt de proposer un cadre d'analyse des dynamiques du système.

Postulats préalables :

- Tshisekedi reste en vie durant la période étudiée. Il en va de même pour les autres figures politiques clés du pays, Kabila et Katumbi.
- Il n'y a pas d'action terroriste attribuée à et revendiquée par l'Etat Islamique ou Al-Qaida en RDC dans les deux prochaines années.
- La thématique des clivages ethniques n'est pas utilisée dans la crise politique au niveau nationale.
- Les pouvoirs dans les Etats voisins de la RDC ne connaissent pas de revirements majeurs dans les deux prochaines années.

Scénario I : usure et enlisement

Face au blocage politique qui se maintient, les autorités religieuses s'érigent en médiateur de la crise. Les autorités catholiques multiplient les démarches pour trouver des voies de dialogue et continuent d'appeler toutes les parties à faire preuve de responsabilité pour éviter le chaos. Elles craignent en effet qu'une situation insurrectionnelle et incontrôlable ne s'étende rapidement à l'ensemble du pays. L'entêtement des acteurs politiques qu'elles constatent laisse présager qu'ils pourraient être prêts à tout, même à sacrifier le peuple, pour atteindre leurs objectifs de pouvoir. Si elle multiplie les appels au calme et au dialogue en public, l'Eglise catholique adopte un positionnement bien plus timide sur les enjeux démocratiques et l'usage de la violence par l'Etat. Une partie de la population, notamment au sein de la jeunesse, se détourne durablement de l'Eglise catholique et accuse l'institution de compromission. Dans certaines manifestations à Kinshasa, des slogans contre toutes les institutions qu'elles soient politiques ou religieuses voient le jour, dans un amalgame dangereux en cas de débordement. En interne à l'institution catholique, les dissensions s'accroissent. Sur le terrain, certains prêtres prennent de la distance face au positionnement officiel, relayant les appels à protester contre le maintien au pouvoir de Kabila et les violations des droits de l'homme. En 2018, l'église ressort affaiblie de son implication politique dans cette crise, avec en son sein un clivage marqué autour de la neutralité politique et une crise de confiance de la nouvelle génération.

Au fur et à mesure des actions de médiation et à l'approche des dates symboliques, le pouvoir continue d'appeler au dialogue et affiche des signes de concession envers l'opposition. Kabila et son clan maintiennent une posture de sérénité et de légalité, mettant en avant le cadre légal qui 'valide' le maintien au pouvoir de Kabila jusqu'aux élections et les réalités du recensement électoral. Les signes d'ouverture et d'apaisement, méticuleusement dosés, se multiplient envers l'opposition et la société civile, alternant avec les manœuvres de déstabilisation et de répression en sous-main. Cette tactique s'accompagne de tentatives d'alliances avec certains membres de l'opposition pour fragiliser le socle du

rassemblement. La majorité présidentielle fait mine d'accepter le concept de transition, considéré comme une sorte de remaniement ministériel qui ne dirait pas son nom, mais en aucun cas le départ de Kabila n'est même envisagé.

En parallèle, l'insécurité continue dans l'est du pays et les prises de paroles de la majorité présidentielle mettent de plus en plus en avant les risques de dégradation sécuritaire du pays face à une menace étrangère mal définie. Kabila agite l'insécurité pour détourner l'attention et fragiliser l'opposition politique et citoyenne. Le spectre du terrorisme international est manié allégrement et relayé par les médias acquis au clan présidentiel, gagne une place de choix dans les débats. Le vocabulaire de la majorité présidentielle change progressivement. Le pouvoir appelle l'opposition au calme et au rassemblement patriotique. La plupart des manifestations sont interdites par le pouvoir qui dit craindre des débordements, instrumentalisations politiques et risques terroristes. De facto, la rue est bloquée.

Du côté de l'opposition, le rassemblement de circonstance autour du seul réel objectif commun du départ de Kabila résiste mal à la guerre d'endurance livrée par le pouvoir et à ses tentatives de fracturer l'opposition. Bien que quelques rassemblements partisans aient lieu lors des dates symboliques, ils sont très encadrés par le pouvoir qui interdit les marches. Or au fur et à mesure du passage des échéances clés, la mobilisation populaire appelée par l'opposition s'essouffle, le dynamisme du rassemblement se disperse et les enjeux financiers et de pouvoir apparaissent. Son éloignement du pays et l'impossibilité de rentrer écartent de manière durable Katumbi de la scène politique congolaise, malgré ses tentatives de rester présent dans les médias et de maintenir son influence au sein du Rassemblement via ses appuis financiers. Devant l'enlisement de la situation et le prolongement de son exil forcé, le positionnement de Katumbi dans la vie politique congolaise s'estompe ; il se met en retrait pour mieux préparer de futures échéances, conscient que rien ne bougera avant deux ou trois années. L'opposition continue donc d'afficher une unité de surface mais sans réel ancrage ; les dissensions se multiplient et plus personne ne croit à la possibilité d'une entente réelle au sein de l'opposition, ni à ses chances de l'emporter dans un bras de fer avec le pouvoir. A la fin de la période, l'opposition ne parvient plus à rassembler hors de ses cercles partisans traditionnels, ni à apparaître comme une force de changement.

Des manifestations ont lieu malgré les interdictions du pouvoir, notamment en novembre et en décembre 2016, période symboles du holdup up démocratique. Elles sont réprimées par le pouvoir, avec un savant dosage de violence, pour éviter un débordement de colère populaire tout en faisant passer le message des risques que représentent la contestation d'un pouvoir sur le plan individuel et pour la nation. Face au monopole de la violence légitime et à l'absence de conséquence de ces manifestations, la mobilisation s'essouffle. Ceci d'autant plus que la poussée inflationniste s'accroît sur la période, réduisant le pouvoir d'achat des populations et les obligeant à concentrer leur énergie sur la recherche de moyens de subsistance. Même au sein de la jeunesse, les mouvements ne parviennent pas à s'organiser pour maintenir une présence dans la rue suffisamment longue pour inquiéter le pouvoir ou rallier à leur cause des pans plus large de la société. La crainte que la situation ne soit encore pire qu'avant au quotidien si un débordement paralyse les villes modère les ardeurs, d'autant que les mouvements étudiants et citoyens résistent mal à la crise. Les divergences d'opinion persistent au sein des mouvements étudiants et empêchent l'élaboration d'une stratégie commune. Le gouvernement profite de ces antagonismes et tente de récupérer certains cadres de la mobilisation de la jeunesse étudiante, tout en pratiquant une politique de répression. Quant à la 'nouvelle' société civile,

elle continue à s'exprimer sur les réseaux sociaux mais son positionnement se ramollit progressivement. Elle perd confiance en elle et se disperse progressivement ; elle est de moins en moins suivie une fois que les échéances clés sont passées. Les autres structures classiques de la société civile congolaise continuent de s'impliquer dans certaines plateformes de l'opposition ou du dialogue national mais elles restent prises dans des logiques de jeu politique et d'accès à certaines positions et sont assimilées au paysage politique par la plupart des citoyens congolais.

Scenario II : La Spirale du Chaos

La situation politique reste globalement bloquée, le degré de fermeture et de virulence variant en fonction des négociations qui se font en coulisse et des signes de décrispation du pouvoir. Les forces politiques en présence continuent de se jauger, notamment au sein de l'opposition et donnent l'impression d'adapter leurs stratégies au coup par coup. Kabila reste impassible, au pouvoir, communiquant peu, jouant le temps long. En parallèle l'insécurité à l'est continue, suscitant inquiétudes, suspicions et débats. Des marches ou démonstrations spontanées se produisent après chaque incident majeur, rassemblant seulement quelques centaines de personnes, mais elles sont presque systématiquement empêchées ou réprimées, nourrissant un sentiment d'injustice et de suspicion. Le régime répond par la force et brandit la menace terroriste, se posant en protecteur de la nation. Une proposition d'instaurer l'Etat d'urgence est déposée à l'Assemblée, dans le but de donner un vernis légal à la violence de l'Etat contre les populations civiles.

En parallèle et alors qu'approchent les échéances de décembre 2016, la situation économique du pays devient de plus en plus instable. Le gouvernement peine à contenir l'inflation comme il l'avait fait jusque-là, ses membres étant de plus en plus dispersés, empêtrés dans l'inquiétude d'une fin de règne et pleinement mobilisés pour maintenir leur clan au pouvoir. Certaines denrées de première nécessité (carburant, pain...) voient leur prix grimper rapidement.

Au fur et à mesure qu'approchent les échéances politiques, les mobilisations enflent. La jeunesse étudiante se mobilise pour ses conditions de vie et pour les enjeux démocratiques, marquant une rupture de plus en plus forte avec la classe politique dans son ensemble et la société civile traditionnelle. Les rassemblements se multiplient dans les grandes villes du pays et dégénèrent en affrontements entre les étudiants et les forces de l'ordre. Malgré cela, la contestation de la jeunesse étudiante ne s'essouffle pas et semble tenir un peu dans la durée. La contestation gonfle aussi sur les réseaux sociaux, dépassant les mouvements comme Lucha ou Filimbi. Les mots d'ordre spontanés aspirant à un changement majeur et appelant à des manifestations se multiplient. Chaque répression ou arrestation enflamme un peu plus la toile et propage la colère dans les villes du pays. La tension monte rapidement dans les rues de plusieurs grandes villes dont Kinshasa, avec des appels à se mobiliser de plus en plus insurrectionnels et hors des canaux partisans ou de mobilisation traditionnelle. La jeunesse semble cette fois n'avoir plus rien à perdre.

Face à la montée des tensions, l'opposition est inquiète d'une mobilisation qui la dépasse et dont les mots d'ordre sont virulents contre les élites de tous bords et pour une refonte totale du système politique. Elle appelle des partisans au calme et tombe dans le silence politique, ses membres acceptant

progressivement en coulisse les uns après les autres de négocier une transition dirigée par Kabila. Les autorités de l'Eglise catholique dans le pays, face à l'ampleur de la crise qui dépasse désormais largement le domaine de la négociation politique, se réfugient dans le silence, pour étouffer les divergences qui l'agitent, par crainte de perdre toute neutralité et d'être elle aussi l'objet de la colère populaire. En l'absence de perspectives démocratiques ou d'alternatives crédibles, l'Eglise finit par choisir le silence, dictée à la fois par des logiques de survie et par la conscience que la seule alternative au maintien au pouvoir de Kabila serait forcément très violente et source d'instabilité durable.

Un massacre de plus dans l'Est du pays, conjugué à une hausse des prix symbolique, à une action de répression de plus ou à l'introduction de l'Etat d'urgence fait déborder le vase. Le cocktail de frustrations explose dans les rues dans des actions de colère spontanées, portées par des jeunes de tous bords, non contrôlable et eux-mêmes incapables de se canaliser ou de savoir jusqu'où ils veulent aller.

Kabila sent qu'il perd la rue. Par crainte de se retrouver isolé, sans plus grande confiance dans son armée et son clan, enfermé dans sa logique, il autorise à demi-mots les soldats à l'autonomie, les laissant se 'servir sur la bête', comme l'avait fait Mobutu dans les années 90. Les violences et pillages se multiplient à Kinshasa et dans certaines villes du pays, les membres de la communauté internationale sont particulièrement ciblés par les pillages et le débordement de violence, accusés de cautionner le holdup démocratique depuis des décennies et de piller les ressources du pays. Les règlements de compte se multiplient, une situation de chaos ébranle plusieurs villes du pays, les forces de police et autorités locales abandonnent leurs postes ou fuient. Le pouvoir laisse la rue brûler, puis se pose comme le seul maillon solide pour maintenir l'unité du pays, éteindre le feu et éviter que certains groupes ne profitent du chaos pour déclencher de nouvelles actions armées à l'Est du pays. Kabila maintient son règne sur le pays, les institutions internationales suspendent leur soutien financier jusqu'à la fin de la période dans l'attente de gages de stabilité. Les marchés de Kinshasa et des villes secondaires sont asphyxiés et l'économie tourne au ralenti. Les violences et les pillages obligent une partie de la population à se déplacer et laissent une population urbaine endeuillée, et encore un peu plus appauvrie qu'avant. Les infrastructures sont complètement saccagées et les services publics et privés dans l'incapacité de reprendre leurs activités durant plusieurs mois.

CONCLUSION

L'occurrence et la force des soulèvements populaires en RDC et leur impact sur la stabilité politique dans les 24 mois à venir seront principalement déterminés par le comportement des acteurs et la simultanéité de certains éléments déclencheurs. Vu l'entêtement du pouvoir, les déviances du système politique congolais et les enjeux de sécurité à l'est du pays qui s'ajoutent à un terreau économique difficile pour les populations, seul un cocktail de variables politiques, sociales et économiques semble en mesure de pousser la colère à l'extrême.

Finalement le seul moyen que des manifestations puissent faire vaciller le pouvoir serait qu'elles soient massives et qu'elles touchent directement Kinshasa. Si elles le sont, alors tous s'accordent à dire qu'aucun acteur ne pourrait canaliser un ou des mouvements de foule né de la colère, déjouer des frustrations accumulées. Ainsi, la seule chance de voir un mouvement pour le changement s'exprimer dans le pays sera celle poussée par la rue, mais elle représente aussi probablement le risque le plus grand pour le pays de sombrer dans le chaos. ■

Bibliographie :

Adekeye Debajo et Jason Cook (juillet 2015). Sécurité et gouvernance dans la région des grands lacs
Centre pour la Résolution des conflits (CCR).

Batumike Murhula Paterne (Aout 2015). Réfugiés burundais : des risques sécuritaires et fonciers pour
la région, Éclairage du GRIP.

Ben Shepherd (Mai 2016). Is the Democratic Republic of Congo Heading for Another Civil War?
Chatham House.

Berghezan Georges (Mars 2016). Katanga : le calme avant la tempête ? Éclairage du GRIP.

Global witness (Juillet 2016). La ruée vers l'or.

Groupe d'Etudes sur le Congo (Aout 2016). Congo: Une bataille électorale périlleuse. Center of
International Coopération, New York University.

Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (Janvier 2015). Rapport final, Conseil de
Sécurité des Nations Unies.

Habibou Bangre (mai 2016). La nouvelle opposition en RDC : les mouvements citoyens de la jeunesse,
IFRI.

IFRI (décembre 2011). Elections législatives et présidentielles en RDC : quels enjeux ? Actuelle de l'Ifri.

International crisis group (May 2015). Congo: Is Democratic Change Possible?, Africa Report N°225

Jason K. Stearns et Christoph Vogel (Décembre 2015). Cartographie des groupes armés dans l'est du
Congo, Groupe d'Etudes sur le Congo, Center of International Coopération, New York University.

Jean Marie Vianney Dabire, Ernest Bamou (2016). République démocratique du Congo, Economic
outlook, OCDE.

Kris Berwouts (Juillet 2016). La République démocratique du Congo : de la fin de règne au règne sans
fin ? Notes de l'IFRI.

Manya Riche (Novembre 2015). RDC : La mécanique des fluides Reconfigurations politiques à la veille
des élections de 2016, Note de l'Ifri.

Maxime ARQUILLIERE, Daniel RICHARD, Capucine PEIGNIER (Janvier 2015). L'instabilité en
République Démocratique du Congo : entre conflit ouvert, corruption et ingérence économique, Irénées.

Other solutions consulting (Octobre 2015). République Démocratique du Congo: à Quatorze Mois des Présidentielles, l'Incertitude Persiste.

The Economist Intelligence Unit (August 2015). DRC country report.

Othersolution (Juin 2016). Kabila à la Fin de son Dernier Mandat : Le Jeune Président est-il en train de Gagner la Bataille Politique pour son Maintien au Pouvoir ?

RDC carte_decoupage provincial et révision 2015, jeune afrique

Richard Moncrieff (May 2016). The reluctance of Joseph Kabila to cede power could push Congo to the brink. The Guardian

Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) (Juin 2015). Appel à la responsabilité des acteurs politiques pour la sauvegarde de la nation, Message de la 53ème Assemblée Plénière.

Soulèvements Populaires et Stabilité Politique en République Démocratique du Congo : Scenarios à l'horizon 2018

AOUT 2016

OBSERVATOIRE DE LA PROSPECTIVE HUMANITAIRE

Un observatoire du

PROGRAMME HUMANITAIRE & DÉVELOPPEMENT

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org